

La facture énergétique de la France en 2005

*La facture énergétique poursuit son envolée (+34,7% à 38,26 Md€)
et dépasse le niveau du premier choc pétrolier.*

A 38,26 milliards d'euros (Md€) en 2005, la facture énergétique de la France poursuit son envolée : +34,7%, après déjà +24,1% en 2004 et +5,4% en 2003. Elle dépasse ainsi le niveau du premier choc pétrolier (environ 29 Md€ en euros de 2005) sans atteindre celui de 1981 (49,6 Md€) et pèse trois fois plus qu'en 1997¹ (13,12 Md€).

La facture représente 2,26% du PIB, soit plus qu'en 2004 (1,72%), mais bien moins qu'en 1981 (5%). En moyenne sur les six années 2000 à 2005, le poids de la facture énergétique de la France se situe à un niveau élevé de 1,66 point de PIB, en hausse de 0,63 point par rapport à l'année 1997.

La hausse de la facture énergétique contribue pour plus de moitié (54%) à la dégradation du solde des échanges FAB-FAB de la France (-18,17 Md€ entre 2004 et 2005²). Les importations d'énergie ont représenté 50,25 Md€ (+33,5% par rapport à 2004) et les exportations 11,98 Md€ (+29,9%).

L'envolée de +34,7% de la facture entre 2004 et 2005 se décompose selon les facteurs ci-dessous :

- solde importateur en quantités	+2,7%
- effet prix total (en €) :	+31,1%
. dépréciation du dollar	-0,1%
. prix des énergies importées et exportées (US \$)	+31,2%

La hausse de la facture tient donc surtout à celle des cours internationaux des énergies fossiles :

- flambée des cours du pétrole brut (+42,5% pour le Brent daté, à 54,55 \$/bl) et du prix du gaz importé (+13,5%, libellé en dollar), le gaz suivant avec 5 mois de retard l'évolution du pétrole brut ;
- et envolée de +18,8 % pour l'ensemble des combustibles minéraux solides importés (en dollar).

Le solde importateur en quantités augmente de +2,7%, sous l'effet des facteurs suivants :

- forte chute de l'extraction de gaz naturel : -25,3% en 2005, contre -11,1% en 2004, en raison d'arrêts de maintenance à Lacq qui ont duré de fin août à début décembre ;
- idem pour la production hydro-électrique (-13%), du fait d'une hydraulité extrêmement faible.
- même si, en moyenne, le climat de 2005 s'est avéré comparable à celui de 2004, le coup de froid inhabituel de février-mars 2005 a contraint à mettre en route des centrales thermiques au charbon et au fioul et à restreindre les exportations nettes d'électricité (-33% entre février 2004 et février 2005) ;
- une nette reconstitution des stocks de pétrole et de gaz (+1,6 Mtep), après un déstockage 2004 (-0,95 Mtep), pour partie en prévision d'une hausse des prix du gaz et des produits raffinés.

A l'inverse, la légère baisse de la consommation finale (-0,1% en Mtep, y compris non énergétique) et la hausse de la production électro-nucléaire de la France tendent à contenir la baisse de ses exportations nettes d'électricité et la hausse de ses importations de combustibles fossiles.

¹ Dernière année représentative d'un marché pétrolier moins heurté (avant l'effondrement des cours du pétrole puis leur envolée avec le profond changement de stratégie de l'OPEP)

² Avec des termes de l'échange de -8,28 Md€ en 2004 et -26,46 Md€ en 2005

1. Ascension continue des prix des énergies importées

1.1. Produits pétroliers

Prix moyen annuel par type de pétrole brut (\$/bl)

	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Dubaï	17,18	16,10	18,54	18,15	12,23	17,21	26,33	22,82	24,09	26,78	33,79	49,42
Panier OPEP ³	18,21	16,86	20,29	18,68	12,28	17,47	27,60	23,12	24,36	28,10	36,05	50,64
Brent daté	19,30	17,04	20,65	19,12	12,78	17,84	28,52	24,44	24,95	28,90	38,28	54,55
WTI	20,54	18,41	22,15	20,62	14,45	19,32	30,35	26,09	26,19	31,07	41,52	56,63

Prix moyen annuel du Brent daté en €

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
En €t	177,3	105,4	129,1	134,5	90,1	131,2	239,0	207,2	197,4	187,6	221,4	321,5
En €/bl	19,64	12,96	16,11	17,00	11,50	16,82	30,95	27,31	26,49	25,60	30,81	43,86

Tandis que le dollar stagnait à 0,804 € (-0,1%), le cours du pétrole (Brent daté⁴) a bondi à 54,55 \$/bl en moyenne sur 2005 (+42,5%, après +32% en 2004 et +16% en 2003). A titre de comparaison, les coûts techniques d'extraction du pétrole⁵ établis à partir des comptes des principales compagnies internationales s'étaient élevés à 10,23 \$/bl en 2004. Les cours se sont envolés surtout au deuxième semestre, avec un plus haut historique fin août, sous l'effet des facteurs suivants :

- d'une part, une demande en net ralentissement (+1,3% par rapport à 2004⁶, après +3,8% l'année précédente) malgré une forte croissance économique (environ +4,3% pour le PIB, après +5,1% en 2004) ; cette demande reste tirée par l'ensemble de la zone hors OCDE, notamment le Moyen-Orient l'Asie (de façon quasi-uniforme sur tous les pays) ; en Chine, la mise en service de nouvelles centrales a cependant permis de moins faire appel aux centrales au fioul et aux groupes électrogènes ;
- face à cela, une offre a priori en augmentation suffisante (+1,3%), mais toujours soumise à des aléas (mouvements sociaux au Nigeria, sabotages en Irak, ouragans dans le Golfe du Mexique, notamment Katrina et Rita en août et septembre dont l'impact sur la production et le raffinage n'est toujours pas résorbé) et suscitant certaines inquiétudes qui tendent les prix : la capacité de production additionnelle (encore inutilisée) de l'OPEP s'est réduite à son niveau le plus faible depuis 1979 (1,2 Mb/j en moyenne), et inférieur à la production de l'Irak, malgré l'augmentation des capacités de production en Algérie et en Arabie Saoudite
- par ailleurs, la demande de pétrole serait de plus en plus inélastique vis-à-vis du signal prix, cette énergie étant de plus en plus réservée à des usages non substituables (pétrochimie, transports : selon l'IFP, la quasi-totalité de la croissance de la demande en 2005 porterait sur les carburants) ; de plus dans de nombreux pays hors OCDE, les prix du pétrole sont encore administrés et insensibles aux fluctuations des cours internationaux, les Etats prenant à leur charge la différence entre les deux : 25 à 30% de la consommation hors OCDE est ainsi l'objet d'un système de subventions ; celles-ci deviennent à ce point coûteuses qu'elles pourraient être notablement réduites voire supprimées, comme en Indonésie, en Thaïlande ou en Iran ;

³ : À partir du 16/06/05, nouvelle moyenne calculée à partir des prix du : Mélange Sahara, Minas, Iran Lourd, Basra Léger, Kuwait Export, Es Sider, Bonny Léger, Qatar Marine, Arabie Léger, Murban et BCF 17 ; l'écart à la baisse est inférieur à 1 \$/bl.

⁴ : Le Brent daté est le prix du pétrole « physique » vendu spot à Rotterdam, à l'inverse du Brent IPE qui correspond aux prix futurs du pétrole « papier », pour des achats à terme qui ne se concrétisent pas toujours.

⁵ : Source : Total. Coûts techniques FAS 69, incluant seulement le développement, l'exploration en charge, les coûts opératoires, avant impôts prélevés par les pays producteurs, hors coûts financiers et coûts de transport ; moyenne pondérée de dix sociétés consolidées (Exxon Mobil, BP, Shell, Total, ChevronTexaco + ENI, Repsol, ConocoPhillips, Devon-Ocean, Occidental) ; en général les compagnies internationales ont à exploiter des gisements plus difficiles que les compagnies étatiques des pays du Golfe par exemple.

⁶ : Source : OCDE-AIE, Monthly Oil Market Report, 10 février 2006 (1 Mbl/j équivaut environ à 50 Mtep/an)

- des stocks de pétrole (brut et raffiné) des industriels OCDE certes légèrement au-dessus de leur niveau saisonnier, à 51-53 jours de consommation selon l'AIE ; rapportés à la consommation, ils s'accroissent cependant modérément à fin 2005, de +0,3% sur douze mois, et ceux de produits raffinés se sont retrouvés à des niveaux très bas au quatrième trimestre, en baisse de 1,5% (toujours sur douze mois) ;
- des tensions géopolitiques (Irak, Iran,...) ;
- des investissements insuffisants ou tardifs dans la production, y compris hors OPEP d'ailleurs, pour satisfaire la demande en quantité et en qualité (déclin continu de la Mer du Nord, de -0,46 Mbl/j en 2005 après déjà -0,30 Mbl/j en 2004, montée des bruts soufrés du Moyen-Orient, qui subissent une forte décote), alors que toutes les entreprises para-pétrolières sont saturées de commandes ;
- des investissements insuffisants ou tardifs dans le raffinage (envolée des marges) et avec des goulets d'étranglement récurrents dans le raffinage américain et européen devant répondre à des spécifications des produits toujours plus strictes (beaucoup moins de soufre), confronté de plus à une offre trop riche en bruts lourds et soufrés ;
- des tensions au quatrième trimestre sur les marchés gaziers nord-américain (en raison des ouragans) et britannique (déclin des champs gaziers) ;
- enfin, la politique de quotas des pays de l'OPEP tendant à maintenir un prix du pétrole leur assurant un revenu suffisant.

Exprimé en \$/bl, le **prix moyen annuel CAF⁷ du pétrole brut importé s'est envolé (+38,1%)**, comme le cours du Brent daté (+42,5%, après déjà +33% en 2004 et +16% en 2003), tandis que celui du dollar perdait -0,1%. Le prix du brut importé ne bénéficie donc plus, contrairement à 2004, de la baisse du dollar et s'inscrit en forte hausse de **+38,0%** (après +18,5% en 2004 et -0,5% en 2003) à 316 €/t, soit un niveau bien supérieur à celui de 2000. En moyenne sur les six années 2000 à 2005, ce prix avoisine 236 €/t (euros constants de 2005), en hausse de 68% par rapport à l'année 1997 (140 €/t).

Prix moyen annuel du pétrole brut importé

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
En \$/bl	18,6	16,2	15,9	17,3	20,9	19,4	13,0	17,5	28,6	24,8	24,9	29,7	38,8	53,6
En €/t	110	103	99	97	120	126	85	120	228	203	194	193	229	316

Les prix moyens des **produits pétroliers raffinés** à l'import augmentent quant à eux de +35,1% à 380 €/t⁶ (après déjà +13,3% en 2004 et +7,0% en 2003) ; ceux à l'export s'envolent eux aussi, de +37,4% à 351 €/t, après +9,4% en 2004 et -0,1% en 2003.

1.2. Gaz naturel

Le coût CAF^{7,8} du gaz naturel importé suit le mouvement, avec un retard d'environ 5-6 mois et augmente de **+13,4% en moyenne sur 2005** (après +0,9% en 2004 et +10,7% en 2003). De plus, de fortes tensions sont survenues au quatrième trimestre sur les marchés gaziers nord-américain (en raison des cyclones) et britannique (déclin des champs gaziers) ; les cours ont alors atteint des niveaux historiques sur les différentes places boursières, entraînant à la hausse les prix du pétrole.

⁷ CAF : coût, assurance, fret - Source DGDDI/DSEE

⁸ Ratio « facture gazière (source douanes) / quantités importées (source OE, bilan gazier 2005) » : le ratio de deux statistiques aussi hétérogènes ne peut donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix

1.3. Charbon

Depuis près de trois ans, l'actualité charbonnière a été marquée par une flambée des prix qui semble s'estomper depuis le début de l'année 2005 (cf. graphique en annexe) ; le prix spot du charbon vapeur livré sur le marché ARA⁹ est ainsi de 52\$ la tonne CAF⁷ (45€t) au mois de décembre 2005, alors que la barre symbolique de 80\$/t (environ 59€t) avait été frôlée en décembre 2004 (des niveaux jamais égalés depuis le début des années 80), contre environ 62\$ (50€t) un an auparavant et seulement 36\$/t (35€t) en décembre 2002.

L'élément déclencheur de cette fièvre des prix a été principalement la forte demande, mal anticipée, de la Chine pour les matières premières y compris le charbon. En effet, durant cette période de hausse des prix, le pays a connu une forte croissance, de plus de 9%, avec une activité fortement soutenue des secteurs intensifs en charbon : l'électricité, produite à plus de trois quarts à base de ce combustible, et la production d'acier qui a connu un taux de croissance à deux chiffres (+23% en 2004, après +21% en 2003). En conséquence entre 2001 et 2004, la consommation mondiale a bondi de 23%¹⁰ (et 59% pour la Chine), soit deux fois et demi la progression du gaz naturel et quatre fois celle du pétrole.

Dans une moindre mesure, d'autres facteurs ont ajouté à la nervosité du marché tout au long de 2003 et 2004 (avec des prix FAB¹¹ atteignant des niveaux records à l'été 2004) : la canicule de 2003 en Europe, la faible hydraulicité en Scandinavie ou encore l'indisponibilité de quelques centrales nucléaires en Asie. L'ensemble de ces facteurs a été à l'origine d'une indisponibilité passagère des cargos pour le transport de charbon, contribuant ainsi au renchérissement du fret jusque vers des sommets à la fin 2003 et au début 2004 : jusqu'à 29\$ pour le transport d'une tonne de charbon entre le port de Richards Bay en Afrique du sud et Rotterdam, contre une moyenne de 6\$/t en 2002.

En 2005, la légère détente du prix du fret (12\$/t en décembre 2005), l'amélioration des infrastructures portuaires et ferroviaires, notamment en Afrique du Sud et en Australie, et une ascension rapide des cargaisons en provenance de la Russie et de l'Indonésie ont contribué à la baisse des prix.

Du côté de l'approvisionnement des centrales thermiques françaises et des gros industriels, et compte tenu du décalage dans la répercussion des prix spot sur les contrats, la baisse des prix n'a été visible qu'à partir du dernier trimestre 2005. Toutes catégories confondues, **le prix des combustibles minéraux solides importés, à 77 €t en moyenne en 2005, ralentit son ascension : +18,7%, après +26,8% en 2004.**

1.4. Electricité

A 4,2 c€/kWh en 2005, le prix de l'électricité exportée¹² bondit de +22%, après déjà une hausse de +4,4% en 2004 faisant suite à plusieurs années de baisses (-8,4% en 2003). Cette hausse survient à un moment où les volumes d'exportations nettes de la France tendent à se réduire depuis le record historique de 2002.

⁹ Anvers, Rotterdam, Amsterdam.

¹⁰ Source : AIE/OCDE, 2005.

¹¹ FAB : Franco à bord.

¹² CAF : coût, assurance, fret - Source DGDDI/DSEE

2. Légère croissance des importations de combustibles fossiles ¹⁴

La hausse de +2,7% du solde importateur toutes énergies se décline de la façon suivante :

Pour faire face au déclin de la production nationale d'huile (-5,1%, après -6,5% en 2004) et d'hydrocarbures extraits du gaz naturel, et pour pouvoir relever leurs stocks (+1,1 Mtep¹³ à fin 2005, après une stabilité en 2004), **les opérateurs pétroliers ont dû relancer leurs importations de pétrole (brut et raffiné) de +0,7%**, après +0,1% en 2004.

Les **quantités importées de pétrole brut** sont néanmoins en léger recul en 2005 (-1,1% ¹⁴, après -0,4% en 2004 et une forte hausse de +6,8% en 2003), à l'instar du raffinage français. Après un plus haut à 37,2% des importations en 2000 puis plusieurs années de baisse en raison du déclin progressif de ses champs matures, la Mer du Nord n'est plus que le deuxième fournisseur de la France, avec une part de marché de 26,3% (dont seulement 5,3% pour le Royaume-Uni), derrière le Moyen-Orient (26,6% notamment, Koweït et Iran et malgré le recul de l'Arabie Saoudite) ; la CEI et l'Afrique subsaharienne poursuivent leur progression, grâce surtout aux contributions du Kazakhstan (et malgré le net recul de la Russie), de l'Angola et du Nigeria (en léger rétablissement après la chute de 2004) ; la part de l'Afrique du Nord est quasi-stable, même si la Libye continue sa montée en puissance.

Le **solde importateur de produits raffinés** bondit de +14% à 10,3 Mtep en 2005, après déjà +4,5% en 2004. L'écart ne cesse de se creuser entre la structure de l'offre par produit des raffineurs et celle de la demande intérieure, tant pour le couple gazole/essence que pour le couple fioul lourd TBTS/ autres ; ceci contribue toujours plus à accroître le volume des importations et des exportations (+14% pour chacun).

Ainsi, les exportations de FOL ¹⁵ HTS et BTS vers les grands ports Nord européens (Pays-Bas, ...) explosent, les soutes maritimes restant le seul usage encore possible de ces catégories de FOL. Mais depuis le 20 mai 2005, la convention Marpol, suivie de la directive européenne (2005/33/CE) d'août 2005 imposent des plafonds de :

- 1,5% de soufre pour les combustibles marins en Baltique et pour les navires à passagers entrant et sortant des ports de l'Union Européenne à compter du 11/08/2006
- 1,5% de soufre pour les combustibles marins en Manche et Mer du Nord à compter du 11/08/2007
- 0,1% de soufre pour la navigation intérieure et les navires à quai à compter du 01/01/2010

La convention Marpol impose aussi un plafond de 4,5% de soufre sur toutes les mers. Les investissements de Total à Gonfreville et d'Esso à Port-Jérôme-Gravenchon pour des capacités de conversion supplémentaires du FOL permettront donc de trouver une solution moins provisoire à la question de l'adéquation de l'offre de FOL à la demande.

S'agissant du couple essence vs FOD/gazole en revanche, en 2002, il s'est consommé 788 tonnes d'essence dans le monde pour 1000 tonnes de FOD/gazole (contre 868 pour 1000 en 1990) ; au-delà de la multiplication des échanges mondiaux, la mise en place de capacités de craquage supplémentaires est donc inéluctable.

Pour faire face à la hausse continue de la consommation réelle (+2,0%) et au déclin de la production nationale (-25,3% en 2005, contre -11,1% en 2004, en raison d'arrêts de maintenance à Lacq qui ont duré de fin août à début décembre), **les importations nettes de gaz** progressent de manière soutenue : +5,2%, à 526 TWh, après +4,4% en 2004 et +0,9% en 2003. Cette légère accélération a aussi permis de relever les stocks de fin décembre à un niveau plus confortable, après les deux baisses des années précédentes. **Les importations** ont progressé de 4,2% en 2005, à 537,9 TWh.

¹³ Chez les raffineurs, les distributeurs et EDF, hors consommateurs finals

¹⁴ Source Observatoire de l'Energie

¹⁵ FOL : fioul lourd ; teneurs en soufre : HTS (haute), BTS (basse)

Il est difficile de comparer la provenance des importations d'une année sur l'autre à cause de l'importance croissante du gaz dont la provenance est inconnue. Les approvisionnements par des contrats de long terme semblent avoir tous diminué, sauf ceux d'Algérie qui ont légèrement repris après la baisse de 2004 liée à l'accident de Skikda. Du gaz en provenance d'Egypte commence à arriver à Montoir de Bretagne. A l'avenir les approvisionnement en GNL devraient, comme dans le reste du monde, se développer : ils représentent 27 % des importations de gaz en France en 2005, après 23% en 2004.

Les importations de **CMS**¹⁶ progressent de +3,2% par rapport à 2004. S'agissant de l'origine géographique des importations en 2005, les quatre premiers fournisseurs de la France occupent, comme en 2004, le même classement : l'Australie en tête avec 5,3 Mt, suivie de l'Afrique du Sud (4,2 Mt), de la Colombie et des Etats-Unis (1,9 Mt). Avec 1,5 Mt, la Pologne contribue à hauteur de 7% à notre approvisionnement charbonnier et se positionne au cinquième rang. A eux seuls, ces cinq pays assurent plus des trois quarts de l'approvisionnement français de houille.

Le solde importateur s'accroît de +2,2%, principalement pour faire face à la croissance de la demande intérieure liée à celle des centrales électriques, qui a pu être satisfaite aussi par un appel plus important aux stocks.

Après une année 2002 exceptionnelle, le **solde des échanges extérieurs physiques** d'électricité s'était inscrit en recul de plus de 10 TWh en 2003, avant de se contracter encore de plus de 4 TWh en 2004. En 2005, une nouvelle contraction, de 1,5 TWh, est enregistrée, et le solde s'établit à 60,3 TWh, soit 11,0% de la production totale nette française d'électricité, après 11,3% en 2004 et 14,4% en 2002. Deux éléments participent indubitablement à l'explication de ce recul, malgré la hausse des prix de l'électricité exportée : l'hydraulicité toujours plus faible, le coup de froid inopiné de février-mars 2005 qui a contraint à restreindre les exportations nettes d'électricité (-33% entre février 2004 et février 2005) et, dans une moindre mesure, la très légère hausse de la consommation intérieure (+0,5%).

¹⁶ CMS : Combustibles Minéraux Solides

3. Evolution de la facture par type d'énergie : pétrole et gaz pèsent lourdement sur les comptes de la France en 2005.

Les évolutions des volumes et surtout des prix décrites ci-dessus se traduisent en valeur par des hausses pour tous les combustibles fossiles¹⁷ :

- forte hausse de la facture pétrolière et gazière, de 33,3% à 39,23 Md€:
 - envolée pour la facture pétrolière globale (pétrole brut et produits raffinés : +35,9%) à 31,52 Md€;
 - hausse légèrement retardée pour la facture gazière, de +23,7% à 7,71 Md€;
- croissance persistante de la facture charbonnière, de +17,5% à 1,49 Md€(niveau comparable à 1986 en euros constants), après déjà +42% en 2004 ;
- hausse plus modeste des exportations nettes d'électricité en valeur, de +6,9%, à 2,45 Md€

¹⁷ Sauf indication contraire, les chiffres cités dans la présente note (prix et valeurs, y compris le matériel militaire) proviennent des Douanes (DGDDI/DSEE ; les DOM sont inclus à partir de 1994) ; les bilans de l'énergie (en quantités) faisant appel à des sources parfois différentes, des écarts peuvent en résulter.

4. La facture pèse 2,26% du PIB de la France, ou l'équivalent d'une semaine de travail pour l'ensemble des Français.

A 2,26% du PIB français, après 1,72% en 2004, la facture énergétique se rapproche du niveau du premier choc pétrolier (environ 3,2%), mais reste bien inférieure à celui du deuxième choc (5% en 1981). En moyenne sur les six années 2000 à 2005, le poids de la facture énergétique de la France se situe à un niveau élevé de 1,66 point de PIB, en hausse de 0,63 point par rapport à l'année 1997, dernière année représentative d'un marché pétrolier moins heurté (avant l'effondrement des cours du pétrole puis leur envolée avec le profond changement de stratégie de l'OPEP).

Le poids relatif de la facture énergétique dans les importations s'accroît également fortement : les importations d'énergie CAF ont représenté 12,9% des importations de toute nature (contre 10,5% en 2004 et 8,0% en 1997).

La facture équivaut à 39 jours d'exportations totales FAB, contre 30 jours en 2004 et 19 jours en 1997.

L'équivalence « travail des Français » correspond au « revenu primaire » des Français, au sens INSEE ; il comprend :

- la rémunération des salariés (858 Md euros en 2004)
- l'excédent brut d'exploitation des entreprises (450 Md euros en 2004)
- le revenu mixte brut des indépendants et commerçants (116Md euros en 2004)
- les revenus de la propriété (496 Md euros en 2004)

Cela donne un total de 1 920 Md euros en 2004. Pour 2005, si ce revenu primaire a évolué comme le PIB, cela donne environ 2 000 Md euros, ou encore 38,5 Md euros par semaine. Or la facture énergétique de 2005 s'élève à 38,3 Md euros.

TABLEAUX ¹⁸**Tableau 1** : commerce extérieur de l'énergie en 2005 (en M€ données brutes)

	Importations (CAF)			Exportations (FAB)			Facture (Import.-Export.)			
	2004	2005	04-05 (%)	2004	2005	04-05 (%)	2004	2005	04-05 (%)	04-05 (M€)
CMS ¹⁹	1 422	1 645	+ 15,7	158	161	+ 1,5	1 264	1 485	+ 17,5	+ 221
Pétrole brut	19 769	26 820	+ 35,7	0	4	NS	19 769	26 816	+ 35,6	+ 7 047
Produits pétroliers raffinés	9 025	13 516	+ 49,8	5 593	8 812	+ 57,6	3 433	4 704	+ 37,0	+ 1 271
Total pétrole	28 795	40 336	+ 40,1	5 593	8 816	+ 57,6	23 202	31 520	+ 35,9	+ 8 318
Gaz	6 656	7 865	+ 18,2	428	159	- 62,9	6 228	7 706	+ 23,7	+ 1 478
Total pétrole et gaz	35 451	48 201	+ 36,0	6 021	8 974	+ 49,1	29 430	39 227	+ 33,3	+ 9 797
Électricité	755	403	- 46,6	3 044	2 850	- 6,4	-2 289	-2 447	+ 6,9	- 158
TOTAL	37 628	50 250	+ 33,5	9 223	11 985	+ 29,9	28 405	38 264	+ 34,7	+ 9 860

Tableau 2 : comparaison de la facture avec quelques agrégats économiques

	1973	1980	1985	1990	1997	2000	2003	2004	2005
Facture énergétique CAF/FAB :									
- Md€courants	2,57	20,26	27,53	14,17	13,12	23,54	22,86	28,41	38,26
- Md€constants 2005	11,80	45,23	40,10	17,54	14,55	25,59	23,53	28,77	38,26
Part des importations d'énergie CAF dans les importations totales (CAF) ...	12,4%	26,4%	22,1%	9,4%	8,0%	9,6%	9,4%	10,5%	12,9%
Nombre de jours d'exportations FAB couvrant la facture énergétique	#N/A	99	73	29	19	26	26	30	39
Part de la facture énergétique dans le PIB	1,44%	4,56%	3,66%	1,38%	1,03%	1,63%	1,44%	1,72%	2,26%
Cours du dollar US, en euro (*)	0,679	0,644	1,370	0,830	0,890	1,085	0,886	0,805	0,804

(*) au taux fixe de 1 euro pour 6,55957 FF avant 1999.

¹⁸ Données provisoires pour 2004¹⁹ CMS : combustibles minéraux solides

Tableau 3 : prix moyens (CAF) des énergies importées, en €ou US \$ courants

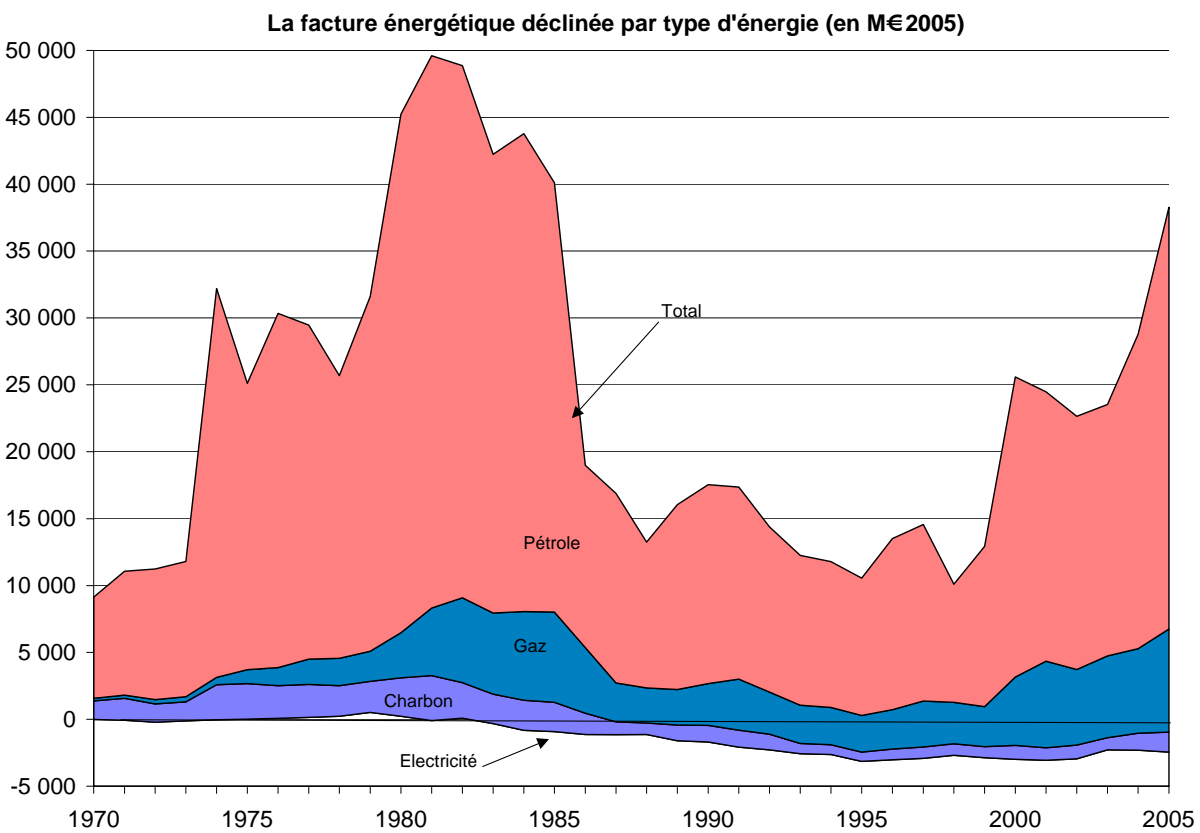
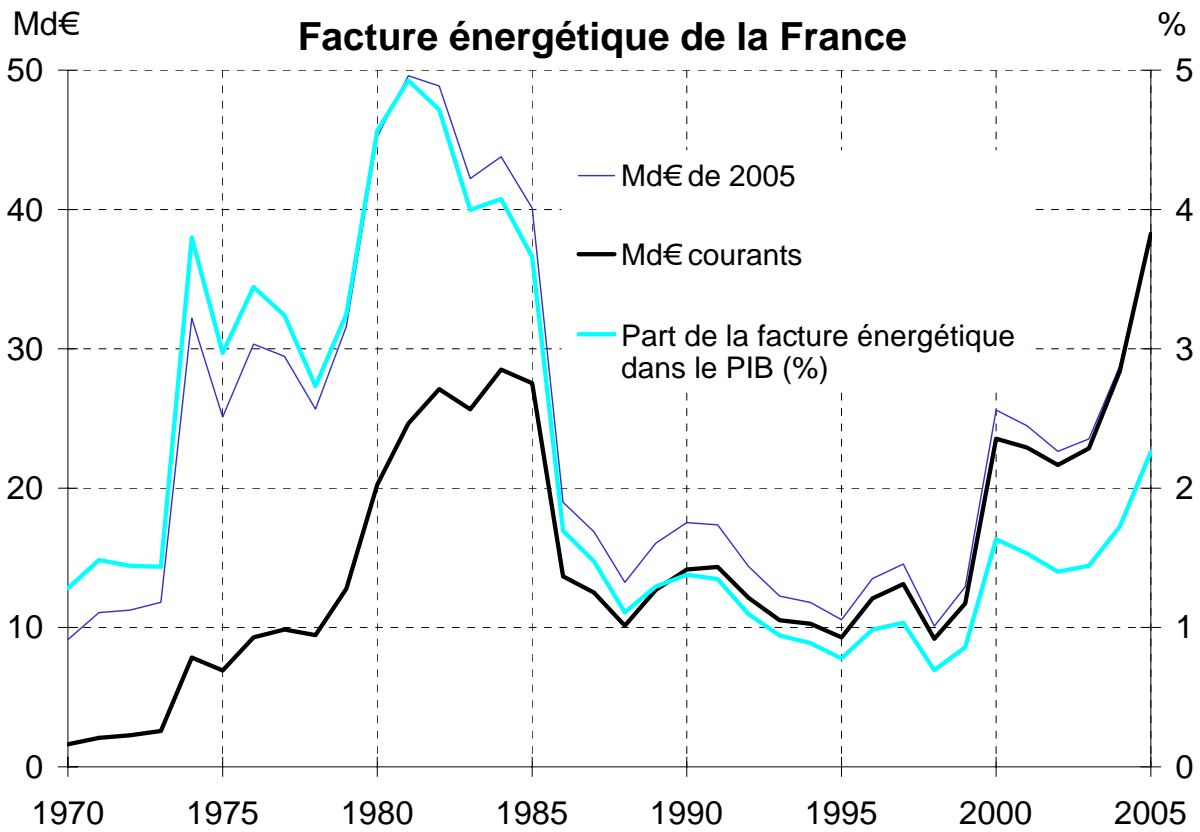
	1973	1980	1985	1986	1990	1995	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CMS (€/t)	22	42	80	67	55	48	55	49	53	56	51	65	77
Pétrole brut :													
- €/t	18	155	281	118	136	97	126	228	203	194	193	229	316
- \$/bl	3,5	32,9	28,0	15,3	22,4	17,3	19,4	28,6	24,8	24,9	29,7	38,8	53,6
Produits pétroliers raffinés (€/t)	31	160	295	150	172	132	174	278	251	232	248	281	380
Gaz naturel (c€/kWh) ²⁰	0,09	0,73	1,77	1,26	0,79	0,68	0,82	1,02	1,34	1,16	1,28	1,29	1,46

Tableau 4 : prix moyens (CAF) des énergies importées, en €constants 2005²¹

	1973	1980	1985	1986	1990	1995	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CMS (€/t)	101	94	116	94	68	55	61	53	57	59	53	66	77
Pétrole brut (€/t)	80	347	409	164	169	110	140	248	217	203	199	232	316
Produits pétroliers raffinés (€/t)	141	357	430	208	213	150	193	302	268	242	256	285	380
Gaz naturel (c€/kWh)	0,41	1,63	2,58	1,76	0,98	0,77	0,90	1,11	1,44	1,21	1,32	1,31	1,46

²⁰ Ratio « facture gazière source douanes / quantités importées, source OE, bilan gazier 2004 » : le ratio de deux statistiques aussi hétérogènes ne peut donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix

²¹ Déflateur utilisé : prix du PIB total

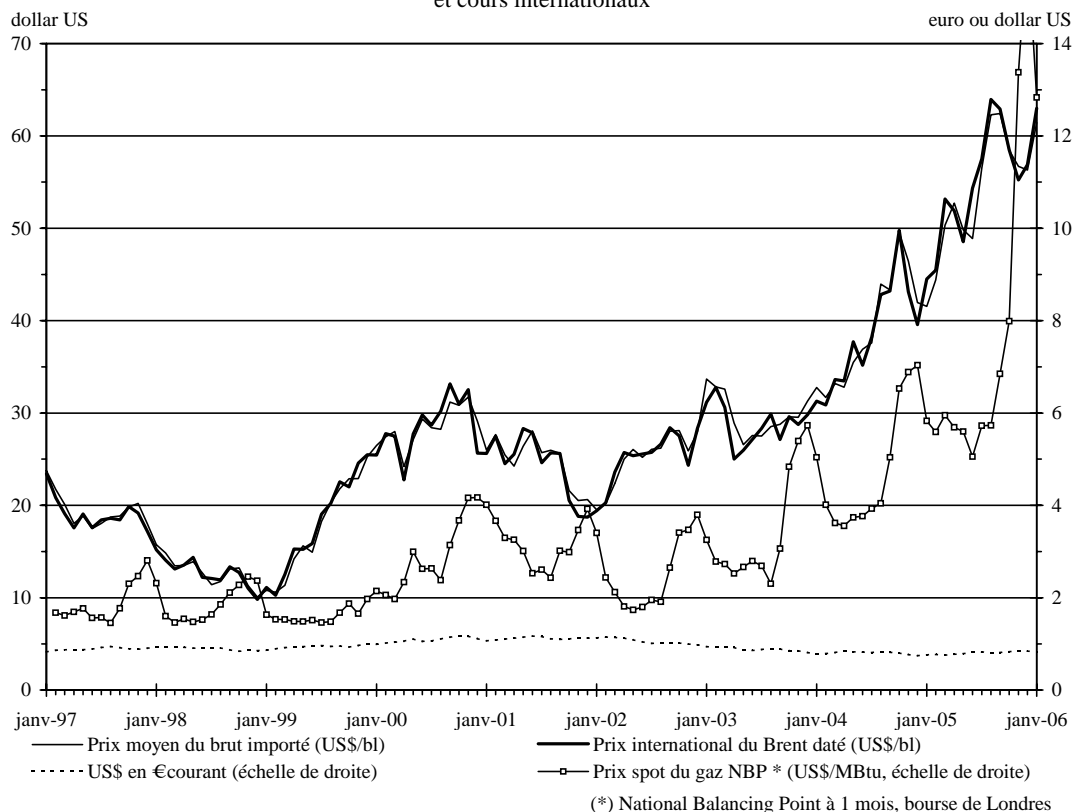


Note :

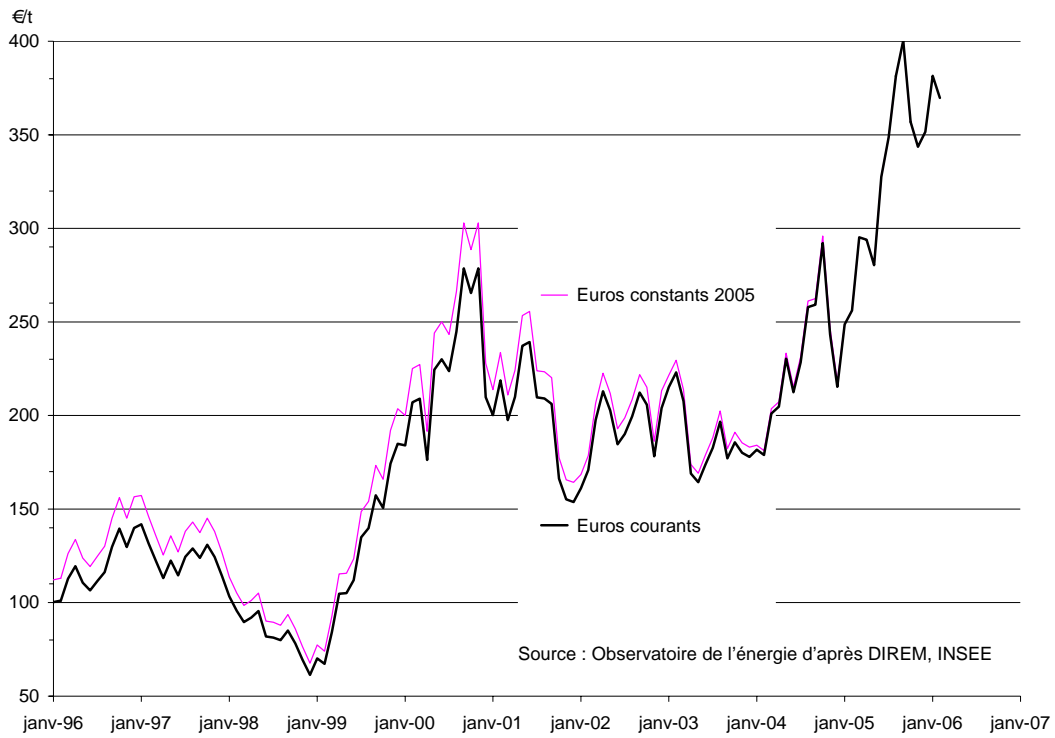
le graphique ci-dessus se lit en empilant les soldes importateurs des énergies à partir de celui de l'électricité, qui est négatif depuis 1981 (la France est donc un exportateur net d'électricité depuis cette année).

Cours internationaux et prix du pétrole brut importé

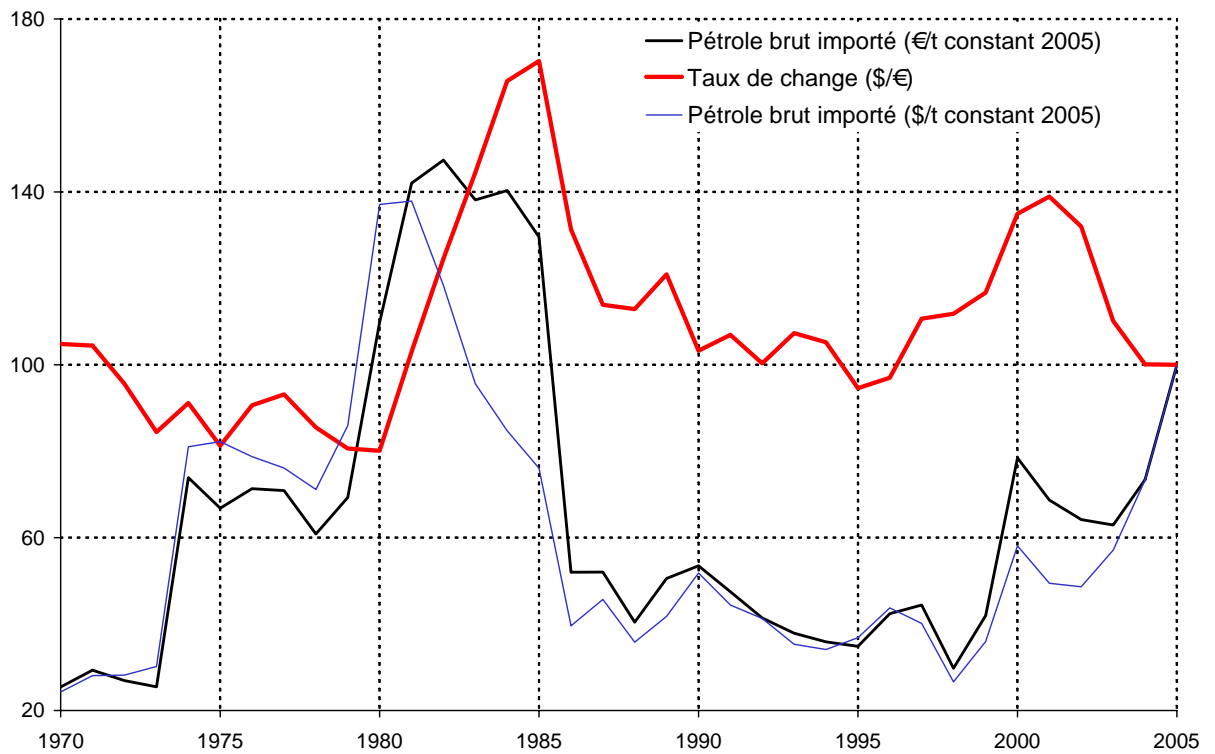
Prix moyen mensuel du baril de pétrole brut importé en France, en dollar US (courant) et cours internationaux



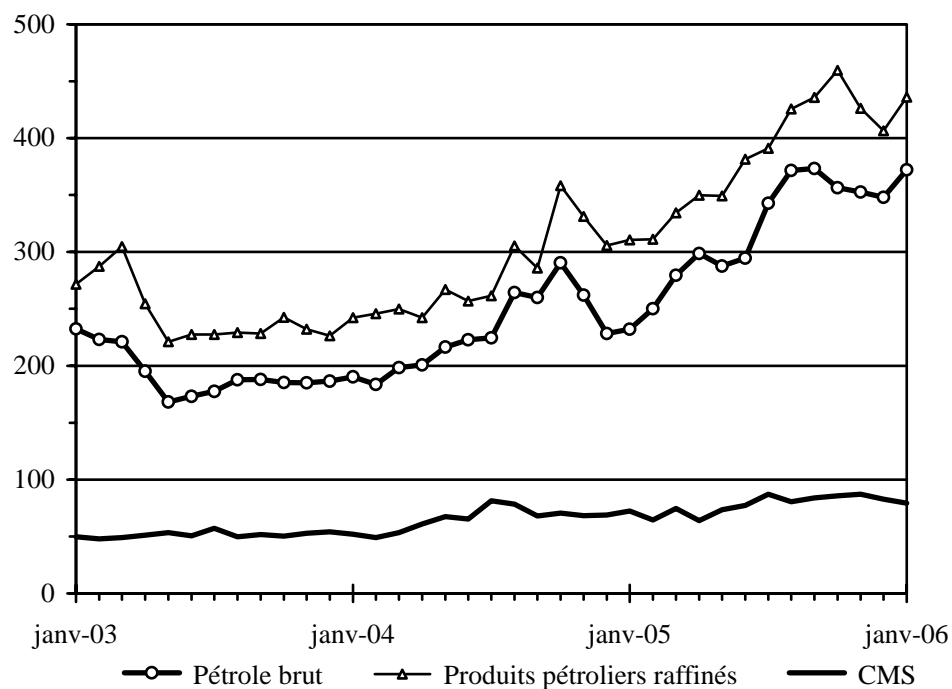
Cours du Brent (en €/t) de 1996 (période antérieure au mini-contrechoc de 1998) à nos jours



Prix moyen du pétrole brut importé et cours du \$
Indices base 100 en 2005

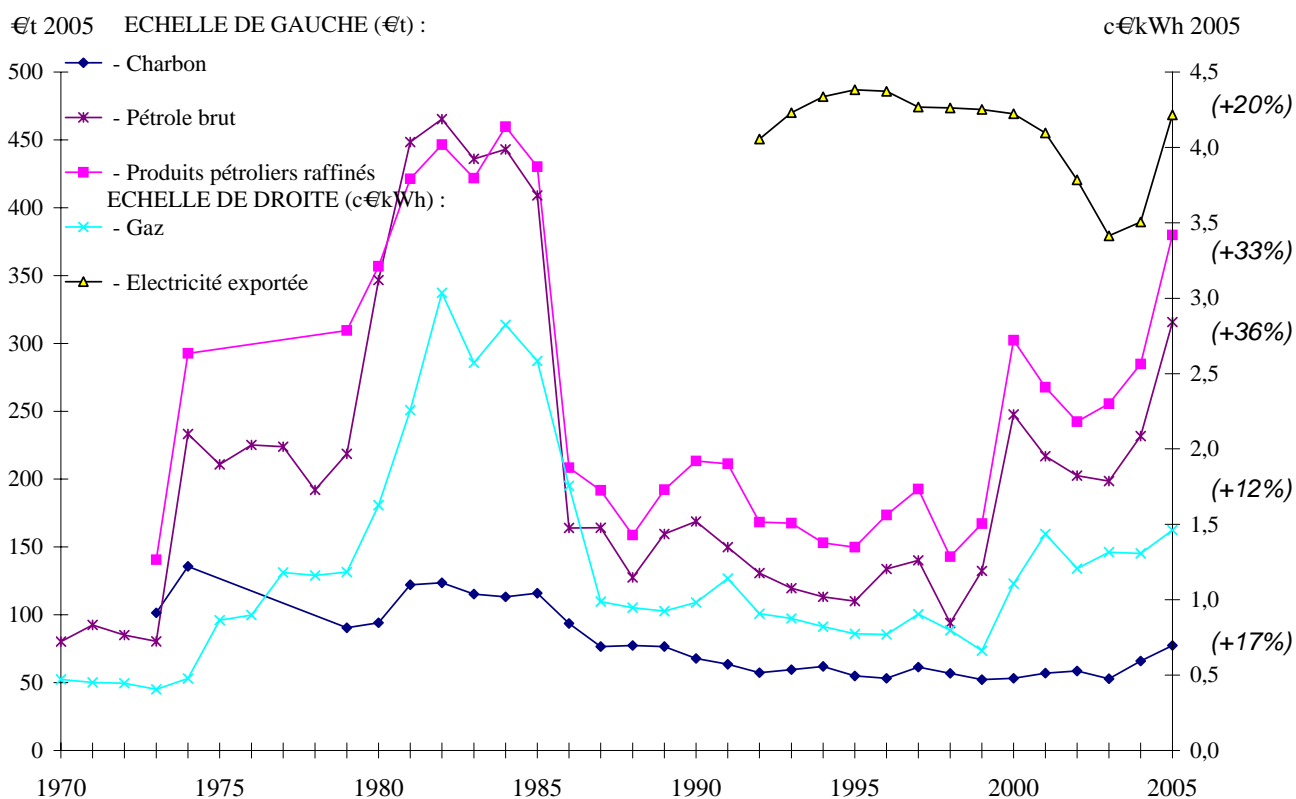


Prix moyens mensuels des énergies importées en €t



CMS : combustibles minéraux solides

Prix moyens annuels des énergies importées et exportées en euros 2005 (€/t ou c€/kWh)



« Prix » du gaz importé : ratio « facture gazière source douanes / quantités importées, source OE, bilan gazier 2005 » : le ratio de deux statistiques aussi hétérogènes ne peut donner qu'un ordre de grandeur de l'évolution des prix.

Prix spot du charbon vapeur en provenance de l'Afrique du Sud (\$/t)

